



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Gestion de la crise sanitaire outre-mer

Question au Gouvernement n° 3180

Texte de la question

GESTION DE LA CRISE SANITAIRE OUTRE-MER

M. le président. La parole est à M. Jean-Hugues Ratenon.

M. Jean-Hugues Ratenon. Monsieur le Premier ministre, cette séance est surréaliste puisque nous ne pouvons pas vous interroger au sujet de votre politique générale à venir. Je souhaite donc vous entendre, en votre qualité d'ex-M. Déconfinement, au sujet des outre-mer, qui ne sont pas une sous-France, mais bien la France. Dès le début de la crise du covid-19, associations, syndicats, collectifs de citoyens et organisations non gouvernementales – ONG – ont alerté le Gouvernement sur les spécificités des territoires d'outre-mer. Les défaillances structurelles, la pauvreté et la précarité dans ces territoires ont été ignorées, et la population en paie aujourd'hui le prix fort.

Depuis le mois d'avril, la situation sanitaire en Guyane et à Mayotte est devenue de plus en plus inquiétante : l'épidémie flambe, le nombre de morts augmente. Qu'avez-vous fait pour éviter cela ? Pire : vous regardez ailleurs et autorisez les vols commerciaux entre Mayotte et La Réunion, sans réel plan de protection des habitants.

En Martinique, ce sont les médecins cubains qui débarquent en renfort à la place de l'État français. (*Applaudissements sur les bancs des groupes FI et GDR.*) On les remercie, mais où sont nos médecins ? En Guadeloupe, c'est la double peine : l'île fait face non seulement au covid-19, mais également à un facteur très aggravant, le manque d'eau potable. Est-ce digne d'un département français en 2020 ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*) Devant nos territoires abandonnés, le député européen Younous Omarjee a dû solliciter, le 1er juillet, l'aide de l'Union européenne. À La Réunion, on constate une explosion des demandes de colis alimentaires, conséquence d'une économie fragile et d'une pauvreté qui s'aggrave, notamment chez les personnes âgées. Où est la dignité ?

Aujourd'hui, cerise sur le gâteau, vous n'avez trouvé aucune femme, aucun homme d'outre-mer digne à vos yeux d'occuper la fonction de ministre. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Raphaël Schellenberger. Pourtant, on a un ministre de la mer !

M. Jean-Hugues Ratenon. Est-ce l'aveu de l'abandon des outre-mer ou entendez-vous apporter de vraies réponses aux problèmes rencontrés ?

M. le président. La parole est à M. le ministre des outre-mer.

M. Sébastien Lecornu, ministre des outre-mer. Je vous le dis comme je le pense : en montant les collectivités

territoriales et les habitants des territoires d'outre-mer contre l'État, qui a répondu présent du mieux qu'il pouvait durant la crise, vous ne rendez pas service aux territoires d'outre-mer. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

La communauté des soignants, c'est l'État ! Les policiers, c'est l'État ! Les gendarmes, c'est l'État ! Les pompiers, c'est l'État ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

M. Pierre Cordier. Voilà qui est très habile, monsieur le ministre !

M. Sébastien Lecornu, ministre . Rendez-leur hommage, remerciez-les, et considérez que sous l'autorité du Premier ministre – Édouard Philippe précédemment et Jean Castex aujourd'hui – leur mobilisation a été totale.

Monsieur le député, vous n'en êtes pas à votre première contre-vérité. J'ai lu la tribune que vous avez publiée il y a deux jours, dans laquelle vous prenez à témoin l'ensemble des maires de La Réunion, leur expliquant que l'actuelle majorité parlementaire diminue le concours de l'État aux collectivités territoriales. (« *C'est faux !* » et applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Agir ens.) Or, non seulement la dotation globale de fonctionnement – DGF – est stable depuis 2017 mais, mieux encore, elle augmente dès cette année pour l'ensemble des collectivités territoriales d'outre-mer ! Pour Bras-Panon, dont vous êtes conseiller municipal, la DGF augmente de 4 % cette année. Si nous voulons réussir, consacrons-nous aux vraies difficultés des territoires d'outre-mer et arrêtons de colporter des contre-vérités ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM ainsi que sur des nombreux bancs des groupes MODEM, UDI-I et Agir ens.*)

Mme Elsa Faucillon. Il vous reste encore du temps et vous ne répondez pas à la question ?

Données clés

Auteur : [M. Jean-Hugues Ratenon](#)

Circonscription : Réunion (5^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3180

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : Outre-mer

Ministère attributaire : Outre-mer

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [9 juillet 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [9 juillet 2020](#)